

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 14/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HEXION Specialty Chemicals SAS**

40 rue de la Haie Coq  
93300 Aubervilliers

Références : Inspection\_cessation\_AN\_2026\_Libération\_foncier\_industriel  
Code AIOT : 0005801035

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement HEXION Specialty Chemicals SAS implanté 32 avenue du Maréchal Foch 76210 Bolbec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site considéré a été identifié lors du recensement des installations classées pour la protection de l'environnement en situation de cessation d'activité dans le cadre de l'action nationale 2026 de libération du foncier industriel.

La visite d'inspection s'inscrit alors dans ce cadre.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEXION Specialty Chemicals SAS

- 32 avenue du Maréchal Foch 76210 Bolbec
- Code AIOT : 0005801035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MOMENTIVE SPECIALITY CHEMICALS (ex HEXION SPECIALITY CHEMICALS) exploitait les installations d'une ancienne laiterie comprenant, en complément des activités laitières, un atelier de séchage de latex. L'ensemble étant soumis au régime d'autorisation (dernier arrêté complémentaire en date du 10 août 2007) au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Sur site, l'activité a eu lieu de 1964 jusqu'en 2010 avec un arrêt total de l'activité laitière en 2004.

La cessation d'activité a été notifiée le 15 février 2011 par la remise d'un dossier de cessation d'activité en date du 6 janvier 2011.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-66-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les terrains présentent un état sécurisé et ont été réhabilités pour un usage de type industriel. **La procédure de cessation d'activité est clôturée et le présent rapport vaut procès-verbal de récolement.**

Afin de conserver la mémoire, les actions menées sur site sont conservées et accessibles en ligne sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>, cf. **Annexe 1**)

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en sécurité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif, remise en état, compatibilité avec l'usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. II. - La notification [...] indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter

atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

**Constats :**

La recherche documentaire a permis d'établir que la cessation d'activité a été notifiée le 15 février 2011, par la remise d'un dossier de cessation d'activité en date du 6 janvier 2011, et qu'une visite d'inspection a été réalisée le 30 septembre 2011. Le rapport de la visite d'inspection indique que :

- les terrains ont été mis en sécurité par la suppression des cuves de GO, le démantèlement des installations de stockage de lait, l'arrêt de l'activité de séchage du latex, l'élimination des déchets dangereux, la clôture de l'ensemble du site et le vidage des réservoirs et locaux restants ;
- une étude de sols a été réalisée par SITA REMEDIATION en avril 2005 et que cette dernière a mis en évidence l'absence de contamination des sols en hydrocarbures totaux et composés organo-halogénés volatils.

Le rapport de visite d'inspection de 2011 notait que les consultations pour l'usage futur des terrains n'avaient pas été menées. Le rapport indiquait toutefois que les terrains ont été réhabilités pour un usage de type industriel.

Sur site, il a été constaté que l'ancienne laiterie a été démantelée. Les terrains sont enherbés, clôturés et vides d'installation. L'état sécurisé des terrains est maintenu.

En conséquence, les terrains sont à considérer comme mis en sécurité et réhabilités pour un usage de type industriel. La procédure de cessation d'activité est clôturée et le présent rapport vaut procès-verbal de récolement.

Afin de conserver la mémoire, les actions menées sur site sont conservées et accessibles en ligne sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>, cf. **Annexe 1**).

**Type de suites proposées :** Sans suite